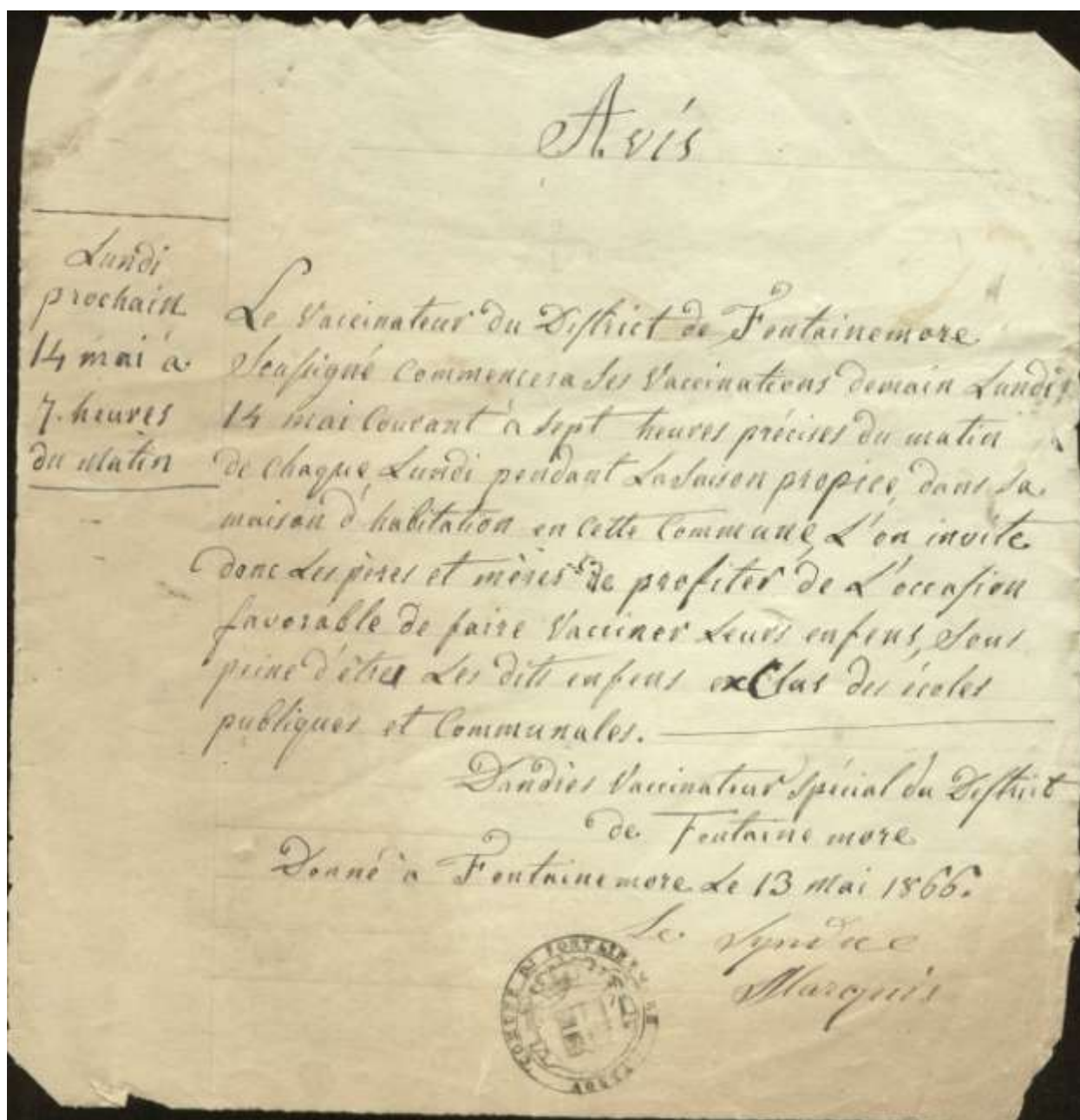


## Dossier n. 10



Avviso del sindaco di Fontainemore concernente la data e il luogo delle prossime vaccinazioni (1866 13 maggio). ACF, XI A 1

## Le vaccinazioni

La creazione di un distretto di vaccinazione, in base alla Circolare ministeriale del 29 marzo 1860, alla vigilia della costituzione del nuovo Regno d'Italia, affronta un grave problema di tutta la popolazione, senza distinzione di ceto o di ricchezza.

Si pensi ad esempio che l'unico figlio maschio di re Vittorio Emanuele I, che avrebbe dovuto succedergli al trono, morì di vaiolo all'età di due anni.

Anche Clotilde, la figlia sedicenne del comandante del Forte di Bard, Luigi Souza di Cachapuz, muore di febbre tifoide nel 1866 e viene sepolta nel cimitero di Bard.

Nel medesimo forte, probabilmente per malattie epidemiche, tra il 1862 e il 1863, muoiono almeno trenta persone, libere o reclusi<sup>1</sup>.

Le vaccinazioni, già comunque effettuate anche nella prima metà dell'Ottocento, dall'unificazione dell'Italia proseguono regolarmente a scadenza annuale, come risulta dai mandati di pagamento in favore del medico vaccinatore, per il viaggio e il servizio prestato.

È anche attestata l'obbligatorietà delle vaccinazioni per l'ammissione dei ragazzi alla scuola elementare.

---

<sup>1</sup> APBA, Faldone 12

# Intendance d'Aoste

Aoste, le 23 avril 1861.

## COMMISSARIAT DE VACCINE

### OBJET

Vaccinations générales.

La saison propice pour les vaccinations ordinaires s'approche, et le Commissaire de vaccine soussigné d'accord avec M. l'Intendant de l'arrondissement, en exécution de l'art. 16 du règlement sur le vaccin 18 décembre 1859, prie MM. les Syndics de se concerter avec MM. les respectifs Vaccinateurs officiels ou spéciaux, pour annoncer par un manifesto qui sera publié aux lieux et modes d'usage, les jours où auront lieu les opérations de la vaccine, en conformité des dispositions indiquées dans l'art. 17 du règlement précité, et du tableau annexé à la circulaire de cette Royale Intendance sous la date du 29 mars 1860.

Il est vrai que la loi du 14 juin 1859 prescrit que les vaccinations générales se fassent deux fois par an, en printemps et en automne, dans chaque commune de l'Etat, et impose en même temps aux Syndics de transmettre à l'Intendant de l'Arrondissement les registres semestriels des vaccinations opérées et des cas de petite vérole constatés et soignés par MM. les officiers sanitaires; mais en vue des conditions exceptionnelles de notre Arrondissement, de sa situation topographique, de la difficulté des communications, des distances qui séparent la plupart des communes dépourvues de médecins dans la localité, ce Conseil de santé, avec le consentement de M. le conservateur général du vaccin, a jugé opportun de fixer ici les vaccinations ordinaires à la saison la plus propice et la plus commode pour chaque commune, en même temps que le personnel sanitaire chargé de ce service devra tâcher de faire à une seule époque le plus grand nombre de vaccinations qui pourraient être faites en deux époques différentes.

On parle ici des vaccinations ordinaires; car lorsque l'épidémie de la petite vérole fait invasion dans une commune, la loi a déjà pourvu à ce que l'on prenne aussitôt toutes les mesures hygiéniques capables d'en arrêter la marche, parmi lesquelles la vaccination opérée avec succès est le premier et le seul moyen préservatif le plus efficace; c'est ce qu'a démontré une longue expérience, et tout récemment encore lors de l'épidémie qui a affligé diverses communes de cet Arrondissement.

Malheureusement règne encore parmi les populations le préjugé que la petite vérole humaine naturelle est une maladie utile, critique, nécessaire, et qui purifie, comme elles disent, les humeurs des enfants. C'est là une funeste erreur que l'on ne saurait trop combattre.

A MM. les Syndics et Vaccinateurs officiels et spéciaux.

Le temps doit finalement faire justice, et sans appel, de ce préjugé qu'on

Vaccinations de Pont-Saint-Martin 1861

Note comme suit

Vaccinations n° 54 f - 54

Argent déboursé aux vaccinifères 4:53

Total 988:60

Pont-Saint-Martin le 4 xbre 1861

Le Docteur p. A. Baraing

A 58.  
48

total 113

PROVINCIA DI TORINO

**REGISTRO DELLE VACCINAZIONI**

COMUNE di *Gressoney-Saint-Jean*

CIRCONDARIO

*eseguite nell'anno 1870*

POPOLAZIONE

Individui nati - Vaccinati *21*

Maschi N° - *13*

Femmine - *8*

*Costa*

dal *Dott. Baraing*

dimorante a *Costa*

Num. d'ordine	NOME e COGNOME del VACCINATO	ETÀ			SESSO		LUOGO di Nasita   Domicilio del Vaccinato		Nome, Cognome e Qualità dei GENITORI	GIORNO		ESITO della Vaccinazione
		Anni	Mesi	Giorni	Maschi	Femmine	Nasita	Domicilio		della Vaccinazione	della Vaccinazione	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	
1	Antonia	3	5				<i>Gressoney</i>	<i>Franco</i>	<i>Antonia</i>	4	11	<i>bu</i>
2	Antonia	1	6				<i>A. Jans</i>	<i>Marie Wolf</i>	<i>Antonia</i>			
3	Vincent	1	8					<i>Constantin</i>	<i>Victor Lambert</i>	11	15	
4	Richard	2	5					<i>Antonia</i>	<i>Catherine Bonnard</i>			
5	Richard	3	2					<i>Antonia</i>	<i>Antonia</i>			
6	Cyprien	1	7					<i>Antonia</i>	<i>Antonia</i>			
7	Cyprien	2	9					<i>Antonia</i>	<i>Antonia</i>			
8	Antonia	2	2					<i>Antonia</i>	<i>Antonia</i>			
9	Antonia	3						<i>Antonia</i>	<i>Antonia</i>			
10	Antonia	11						<i>Antonia</i>	<i>Antonia</i>			
11	Antonia	3	2					<i>Antonia</i>	<i>Antonia</i>			
12	Antonia	2	1					<i>Antonia</i>	<i>Antonia</i>			
13	Antonia	3	3					<i>Antonia</i>	<i>Antonia</i>			
14	Antonia	2	4					<i>Antonia</i>	<i>Antonia</i>			
15	Antonia	2	5					<i>Antonia</i>	<i>Antonia</i>			

OSSERVAZIONI

Registro delle vaccinazioni del Comune di Gressoney-Saint-Jean eseguite dal dott. Baraing nel 1876. ACGSJ, 52



# MANDAT DE PAYEMENT

Province de Turin---Arrondissement d'Aoste

Commune de *Courmayeur St Jean*

BUDGET 1872

Tit. 1 Catég. 3 Art. 1<sup>er</sup>, 20, 21  
N. 12 du Registre des Mandats.

Somme lancée	L.	500
(*) avec virement de la		
Col. Art.	L.	
Payements déjà faits	L.	
Restant dû présent	L.	500
Reste disponible	L.	

M Charles Hoyle Percepteur de cette commune est invité à payer sur les fonds résultant du Budget de 1872 à la personne désignée ci-dessous, la somme de *Libres Cinq cents*

pour les causes indiquées ci-après, et au moyen du présent dûment quittancé, et accompagné des pièces y annexées, il sera déchargé de pareille somme dans son compte.

NOM ET PRÉNOM d CRÉANCIER	OBJET de LA DÉPENSE	SOMME à payer	PIÈCES à l'appui	SIGNATURE de partie prenante pour servir d'acquit
<i>Georget Docteur d'Hygiène</i>	<i>son salaire au mois pour les services dans qualité de sant fonction d'accoucheur pour la vacinac tion</i>	<i>500 -  100  100</i>	<i>comme au bilan 1872</i>	<i>[Signature]</i>
	TOTAL... L.	<i>500.-</i>		

(\*) Aprouvés ou déduites.

Donné à *Courmayeur St Jean* le *23* Décembre 188*2*

Le SYNDIC

L'Assesseur

Le Secrétaire

*J. Costa*

Aoste, Imp. Sievenin.

Mandato di pagamento del comune di Gressoney-Saint-Jean in favore del medico vaccinatore dott. Goyet (1882, 23 dicembre). ACGSJ , 97